

**Décision n° 2017-0122**  
**du président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 24 janvier 2017**  
**abrogeant des autorisations d’utilisation de fréquences assignées**  
**délivrées à diverses entités**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

Le président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l’État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d’utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d’autorisations d’utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2016-0519 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 12 avril 2016 modifiant la décision n° 2015-0160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 7 novembre 2016 portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l’annexe à la présente décision ;

**Décide :**

**Article 1.** Les autorisations d'utilisation de fréquences délivrées à diverses entités pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile sont abrogées, dans les conditions précisées en annexe à la présente décision. Les fréquences attribuées par ces autorisations sont restituées.

**Article 2.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 24 janvier 2017,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI  
Directeur Mobile et Innovation

**Annexe à la décision n° 2017-0121**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 24 janvier 2017**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Modification

Autorisation ne modifiant pas la date de fin de l'AUF initiale

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
199004250	VICAT	03 CRECHY	5 VHF
199204465	SYNDICAT ESF MORZINE	74 MORZINE	4 VHF
199601832	CELSA FRANCE	64 BOUCAU	5 VHF
199603808	ECOLE DE SKI SNOW FUN	73 VAL D'ISERE	3 VHF
199801324	AUCHAN FRANCE	34 BEZIERS	2 UHF
199901725	PETERMANN GILLES	51 EPERNAY	2 VHF
200000708	DFDS AS	59 LOON PLAG	1 UHF
200101046	CHR DE MARSEILLE	13 MARSEILLE	4 VHF
200500590	ALLO RADIO TAXI GIE	01 POLLIAT	2 VHF
200700057	SOCIETE DE RECUPERATION	13 MARIGNANE	2 UHF
200701724	DEVOLUY SKI DEVELOPPEMENT	05 ST ETIENNE EN DEVOLUY	5 VHF
200901399	ORGANIS COOPERATION DEVELOPP	75 PARIS	4 UHF
201601170	BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS	62 CALAIS	1 VHF